

La campagne d'Humala Ollanta en 2011 au Pérou

Jean-Paul Damaggio

Repris de mon ancien blog

4 avril 2011

Présidentielles au Pérou

Partons pour le Pérou où, dans le silence médiatique international, vont se tenir le 10 avril (le 5 juin pour le second tour) les nouvelles élections présidentielles. Les trois noms qui reviennent le plus souvent sont pourtant connus avec l'ancien président Alejandro Toledo, Keiko, la fille du président Fujimori, et le candidat battu il y a cinq ans : Ollanta Humala. Il existe un quatrième candidat apte à passer la barrière du second tour Pedro Pablo Kuczynski. Mario Vargas Llosa craint que les Péruviens n'aient alors plus le choix qu'entre le cancer et le sida (il a modernisé la peste et le choléra) soit Humala et Fujimori.

Ollanta Humala

Il surprend d'abord par son prénom. Ses frères sont également bien dotés : Pachacutec, Ima Sumac, Cusicollur ou Antauro. En fait, le père était un socialiste défenseur de la culture inca. En 2006 Ollanta avait créé la surprise avec son Parti nationaliste un à un parti centriste. Militaire à la retraite, 48 ans, il était assimilé à Hugo Chavez et fut battu de justesse au second tour par un ancien président Alan Garcia. Cette apparition tenait cependant à un acte de rébellion intervenu le 1^{er} octobre 2000 contre Fujimori au moment où son régime tombait.

En 2011, suite à une alliance avec tous les partis de gauche, il a le soutien du Parti des Travailleurs du Brésil qui lui a préparé une campagne à la sauce Lula. Afin de prouver que Humala se cache pour mieux accéder au pouvoir, ses adversaires diffusent une vidéo de Chavez en 1998 qui, avant de se faire élire, tenait des propos de droite.

Humala a donc troqué son polo rouge pour un plus terne, a mis la cravate et se présente comme un catholique conservateur à la manière de la présidente brésilienne, Dilma Rousseff.

La situation économique du Pérou est meilleure que chez les voisins mais les thèmes électoraux sont les mêmes dans toute l'Amérique latine : santé, éducation, économie, corruption. Humala en acceptant de présenter comme candidat aux législatives le dirigeant du puissant syndicat CGPT a décidé de jouer la carte sociale.

Pour Vargas Llosa ce candidat n'est que l'illustration de son essai sur « La civilisation du spectacle » et au Pérou comme partout, il s'oppose vigoureusement à ce qu'il appelle le populisme. Tout d'un coup il trouve positif le bilan d'Alan Garcia, qu'il avait couvert de critiques au moment de sa victoire car venant de l'antique parti APRA aux liens anciens mais oubliés avec la gauche.

Quand Vargas Llosa déclare : « Dans cette campagne c'est le spectacle qui prime, et non les idées ou les convictions politiques. Il n'y a pas de vision globale, seulement le spectacle. » sait-il que c'est partout pareil dans nos démocraties ? Oui, il le reconnaît, le phénomène est mondial. N'est-il pas le résultat d'un système social qu'il défend ? L'homme clef de ce spectacle serait le Brésilien Santana qui comme les autres multinationales brésiliennes étend son empire sur toute l'Amérique latine, après avoir réussi à faire élire Lula puis sa remplaçante. Comment concilier le nationalisme de Humala et cette « soumission » au Brésil ?

Alejandro Toledo

Le successeur de Fujimori en 2001 a ramené la démocratie au Pérou en rétablissant une constitution qui interdit la réélection d'un sortant. Il n'était donc pas candidat en 2006 mais les congressistes de son parti ont pu vérifier qu'il ne laissait pas un grand souvenir chez les électeurs. Candidat centriste parmi dix autres candidats, il bénéficie cependant d'une assez grande notoriété pour espérer passer la barre du premier tour (il suffira sans doute d'avoir autour de 20%). Si c'est le cas les alliances de second tour seront sans doute variées.

Keiko Fujimori

Alors que son père est en prison au Pérou le parcours électoral de Keiko Fujimori révèle que son nom n'est pas un handicap mais un atout. Si pour des raisons politiques Vargas Llosa combat Humala (qu'il a accepté de rencontrer en 2009 à Madrid), sa dénonciation de Keiko est plus virulente. Là aussi, le problème est mondial : il semble que des hommes politiques aux immenses malversations puissent conserver un appui populaire ! Pourquoi ? Un des thèmes de la campagne touche à la lutte contre la corruption : quelle crédibilité peut avoir Keiko même s'il n'existe pas le proverbe exagéré : Tel père, telle fille. Humala l'aimerait sans doute comme adversaire au second tour car nous aurions alors un affrontement clair et net entre gauche et droite.

Conclusion

Cette élection permettra de mesurer l'évolution des opinions en Amérique latine après la victoire de la gauche brésilienne. 3-04-2011 Jean-Paul Damaggio

14 avril 2011

Pérou : Présidentielle des extrêmes

Cette fois les résultats du premier tour sont là : le candidat de gauche Ollanta Humala avec 32% des suffrages arrive en tête, et Keiko Fujimori, fille de l'ancien président, avec 23% sera son adversaire du second tour, le 5 juin. Autant dire que les huit semaines qui viennent, vont être très animées au Pérou car les modérés sont dans l'embarras. Comment choisir entre les deux candidats ? Ollanta a troqué les habits de Chavez usés en 2006 (c'est un militaire qui a fait un mini-coup d'Etat contre Fujimori) pour ceux de Lula, et Keiko veut assurer la revanche de son père emprisonné, comme Montésinos, pour les pires malversations.

Mirko Lauer dans le journal de gauche *la Republica* montre l'embarras de la droite : d'un côté elle accuse la politique anti-sociale du gouvernement en place d'avoir conduit à ce résultat, et d'autre part elle prône une politique encore plus anti-

sociale, quand, à l'opposé, Ollanta a bâti sa campagne, à la manière d'Obama, sur une politique de Sécurité sociale accessible à tous.

Les autres candidats perdants sont tentés d'adopter un discours : « Tout sauf Ollanta », mais l'un d'eux, l'ancien président Toledo qui a permis la chute de Fujimori, ne peut se résoudre à cette simplification, et Vargas Llosa lui-même, le premier à avoir été victime du Japonais en 1990, a émis l'hypothèse de voter pour Humala (dont auparavant il avait dit tant et tant de mal) suivant le type de campagne de second tour, car il n'est en aucun cas question pour lui de soutenir celle qui va remettre en piste les anciens dictateurs ! Mais pourquoi ce succès de Keiko ? S'agit-il seulement d'une tendance péruvienne ? Un masochisme local ? J'opte plutôt pour un témoignage de plus du pourrissement général de la politique, non seulement dans les sphères mafieuses des pouvoirs mais au sein du peuple.

Humala a un projet social classique dont les officines du Parti des Travailleurs du Brésil a assuré le marketing. Keiko n'a qu'un souci, sataniser son adversaire comme son père avait satanisé Vargas Llosa en 1990 ! Puis on verra la suite...

Humala présent au second tour de la précédente présidentielle a démontré depuis (il a fondé le Parti nationaliste), que son combat est un combat d'idées. Keiko se bat seulement pour le poste, pour les places, pour le pouvoir et certains préfèrent des retombées personnelles à des retombées sociales pour tous.

La descendante de Japonais, contre un homme lié plus sérieusement que Toledo au monde indigène, c'est aussi une particularité de cette élection qui risque de relancer diverses variantes du racisme classique de ce pays.

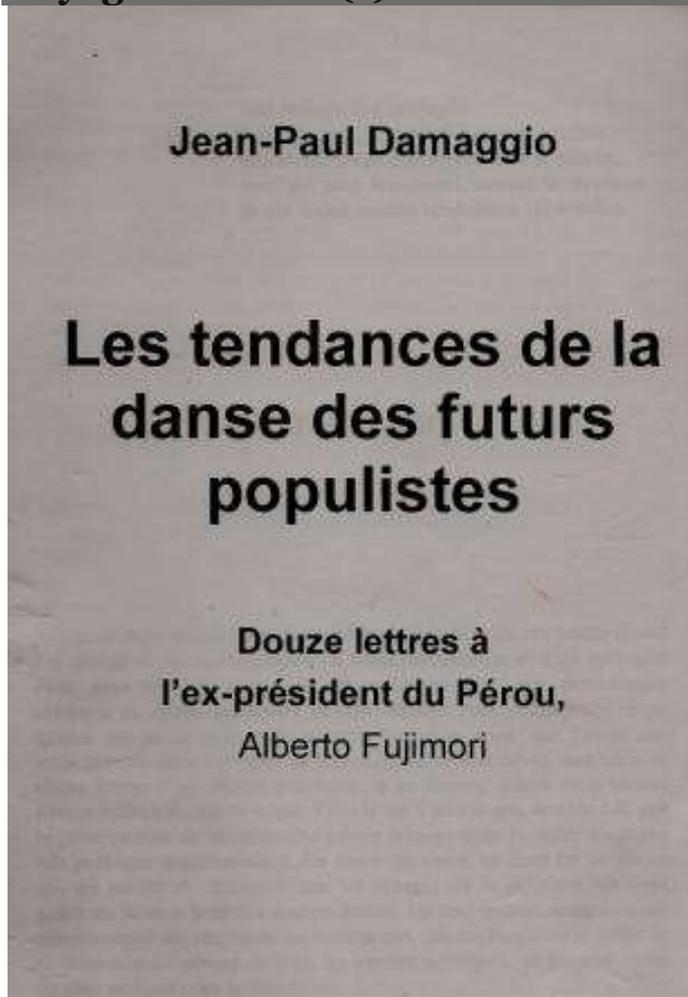
Le journal modéré *El Comercio* nous renvoie à une analyse qui elle aussi peut interroger au-delà du Pérou. Si les deux candidats arrivés en tête sont idéologiquement opposés, ils sont tous deux porteurs des aspirations... populaires que leurs discours ont pu capter. Fujimori a gardé beaucoup d'appui dans le peuple car il a su jouer de la méthode forte pour contrer le terrorisme, une méthode qui lui a permis d'atteindre son heure de gloire quand il mata les insurgés de la prise d'otages de l'Ambassade du Japon en 1997. En réalité, les couches les plus populaires avaient jusqu'à présent accepté de se plier au jeu électoral classique mais cette année, avec l'utilisation par Ollanta et Keiko des méthodes de marketing qui touchent généralement le peuple pour des raisons commerciales, elles ont choisi « les mal notés » du système officiel. En réalité cette polarisation peut ne devenir qu'un effet jetable comme beaucoup de produits proposés à notre consommation. C'est si vrai que partout, ensuite – et Lula en a fait la démonstration – les politiques appliquées sont très éloignées des promesses. L'élection du président devient un événement en soi et rien d'autre.

Le peu de cas qui est fait de l'élection législative, qui définir pourtant les rapports de force dès à présent (elle se tient en un seul tour), prouve bien que nous sommes au-delà de la politique spectacle, pour atteindre le seul spectacle ; et dans une campagne le bon acteur devient le gagnant. Demain Ollanta peut battre Keiko Fujimori et découvrir qu'au Congrès le président n'est autre... que son frère qui est devenu Congressiste. Profitons-en pour observer que le parti du président sortant Alan Garcia, l'historique APRA, se retrouvera avec très très peu de députés (les comptes ne sont pas tout à fait terminés).

13-04-2011 Jean-Paul Damaggio

19 mai 2011

Voyage au Pérou (1)



Cette fois je peux boucler les valises, laisser Verfeuil, Cladel, la LGV et le reste, afin de partir pour dix jours à travers les rues du Pérou. Dix jours, c'est déjà un bon plan, et quand il s'agit de suivre les derniers moments d'une des campagnes électorales les plus disputées de l'histoire, la plume ne pourra pas rester en repos.

Ma passion pour la vie politique péruvienne est très ancienne. Je la raconte dans un livre à paraître sur l'année 1968 à l'EN de Montauban où, en plus de la nourriture et de l'habitat gratuit, j'avais droit tous les matins à trois quotidiens nationaux : **Le Figaro**, **le Monde** et **L'Humanité**. Début octobre 1968 je vécus une expérience décisive dans ma formation : **Le Monde** annonça un coup d'Etat militaire de Gauche au Pérou tandis que **L'Humanité** parlait d'un coup d'Etat militaire de Droite. La logique voulant que "coup d'Etat en Amérique latine" rime avec terreur de droite, **L'Humanité** semblait avoir raison, mais **Le Monde** qui avait alors un talentueux correspondant permanent aux Amériques, tenait la véritable information. Dès le départ j'eus donc la sensation que le Pérou était un pays peu orthodoxe et, ayant quelques faiblesses par le manque d'orthodoxie, j'ai suivi la suite de l'histoire. Grâce à mon ami Rosendo Li j'ai pu vivre, un moment, de l'intérieur, la dite histoire qui conduit en conséquence à cette année 2011 tout aussi peu orthodoxe que l'année 1968.

Le retour de Fujimori

Il m'arriva de produire une étude minutieuse sur le cas Alberto Fujimori (que j'emporte pour lire dans l'avion), sans imaginer que dix ans après elle reprendrait

une certaine actualité. Je l'avais achevée le 15 juin 2001 or le 5 juin 2011, la fille d'Alberto peut devenir la nouvelle présidente de la république (en tête de 1% dans les sondages). Bien sûr la fille n'était en rien obligée d'être la continuatrice de son père président du pays de 1990 à 2000, mais là-bas, comme chez nous pour Marine Le Pen, elle a choisi de surfer sur son héritage. Un coup audacieux quand on se souvient qu'Alberto Fujimori purge actuellement une longue peine dans les prisons du Pérou pour des crimes multiples.

Sauf qu'il faut se souvenir aussi que malgré ce passif, l'ancien président du pays gardait le soutien d'au moins 15% d'une population se sentant redevable de son exploit : l'élimination du *Sentier lumineux*. Certains braquent les projecteurs sur les crimes commis par l'armée à l'époque (un peu comme pour le cas algérien face aux islamistes) mais ces crimes n'arrivent pas à la cheville des massacres chers au *Sentier lumineux* (sauf que, dit-on, le *Sentier lumineux* c'était pour la bonne cause, la cause du peuple).

Ces crimes de l'armée furent « institutionnalisés » après le 5 avril 1992 quand Fujimori réalisa ce que Napoléon Bonaparte imposa à la France le 2 décembre 1851 : un auto-coup d'Etat. Un moment de l'histoire péruvienne qui ne pouvait qu'aiguiser ma passion pour le sujet quand on se sait que le tournant de 1851 est une de mes obsessions.

Le retour d'Humala

Comme en toute élection présidentielle, il faut être deux et face à Keiko Fujimori nous trouvons Ollanta Humala. Il est le candidat battu de la précédente élection mais dans un contexte totalement différent puisque son adversaire d'alors était un ancien président classé plutôt social-démocrate et dirigeant du grand parti classique du pays l'APRA.

Au premier tour, il a fait la course en tête ayant réussi à unifier toute la gauche, tandis que Keiko dut conduire un combat sans merci contre ses concurrents de droite. Réussissant à se qualifier pour la seconde manche qui au Pérou suppose une nouvelle campagne électorale de deux mois, elle a dans un premier temps mis son adversaire sur la défensive.

Ce voyage au Pérou c'est pour y retrouver en particulier, les combats anti-communistes d'un autre âge. Parce qu'Humala (qui dirige le parti nationaliste) a fait alliance avec le minuscule parti communiste, il est présenté comme l'ogre infâme par une presse de caniveau dévouée à Keiko corps et âme. Humala, qui au soir du premier tour pensait pouvoir gagner, est obligé, avec l'aide de ses conseillers en communication venus tout droit de l'entourage de Lula, de contre-attaquer pour bénéficier de l'appui de quelques éléments de la classe moyenne apeurés par le discours de son adversaire. Cette contre-attaque est venue hier par une photo surprise, une photo inouïe, une photo qui, à elle seule, peut faire basculer l'élection. Je ne vous l'offrirai que demain après avoir pris la température de son effet dans les rues de Lima. Mais croyez-moi, en la regardant de près, il va vous falloir réviser bien des schémas établis ! Cette bataille au couteau est d'autant plus inattendue que les élections législatives ayant eu lieu nous savons qu'aucun des deux partis (ni celui d'Humala ni celui de Keiko) ne pourra gouverner seul. En conséquence, après le 5 juin, l'heure sera au compromis mais pour le moment l'heure est à la guerre médiatique.

La Republica

Mon journal de référence s'appelle **la Republica**, un journal qui joue un grand rôle car au Pérou la presse écrite est largement présente au coin de la rue. De tous les pays que j'ai visité aux Amériques, c'est celui où le kiosque à journaux est le plus vivant. C'est vrai, beaucoup de **Unes** sont le fait de journaux à scandales qui vivent dans la boue (arrivant même à la salir !) mais avec **El Comercio** et deux ou trois autres titres, la presse écrite reste sérieuse. Pendant trois mois, j'ai lu ce journal de manière quotidienne et je me souviens d'une de mes maladresses de Français : après lecture, je conservais quelques articles (ceux d'Eduardo Galeano par exemple) mais je jetais l'essentiel dans la poubelle chez les parents de Rosendo (eux lisaient un journal local bien fait également **El Tiempo**), or là-bas, tout se récupère sans avoir besoin de poubelles de récupération. Hasta mañana.

19-05-2011 JPD

20 mai 2011

Arrivée à Lima (2)



Inévitable, après un voyage en avion le plus souvent il faut utiliser le taxi pour faciliter le transport des bagages et trouver plus aisément l'adresse de l'hôtel, même si je connais l'avenida Junin, lieu de ma destination. En conséquence, à Lima l'aéroport étant loin du centre de ville, j'ai eu le temps de parler avec le chauffeur du taxi de la fameuse photo qui a fait l'effet d'une bombe..., anachronique cependant. Un homme paisible dans sa conduite comme dans son propos me trouva fort au courant de la vie locale. Keiko Fujimori, les mains sur les hanches d'Hugo Chavez afin de faire un petit train classique dans les fêtes de jeunes ! « C'est de la vieille histoire me dit l'homme ! ». Chavez et le Pérou c'est une histoire de toujours, une histoire de sa jeunesse de colonel admiratif devant les jeunes colonels de Lima qui installèrent au pouvoir le général Alvarado. En 2006, pour dénigrer Humala on en fit l'homme de Chavez, et la calomnie a continué en 2011, l'ambassade du Venezuela lui aurait versé de l'argent.

J'insiste auprès de mon chauffeur : « De l'histoire ancienne qui a fait que Montesinos s'est réfugié au Venezuela en l'an 2000 quand il a tenté d'échapper à la police péruvienne ? »

Sous sa moustache l'homme esquissa un sourire. Les embouteillages de fin de soirée lui laissèrent le temps d'une longue réponse : « C'est une photo de la fin juin de cette fameuse année 2000 qui commença si mal pour mon pays avec la réélection truquée de Fujimori. A Carthagène en Colombie – chez les rois de la danse – où il participait au Sommet du Groupe de Rio, il a voulu fêter son maintien dans la cour des grands. Sa femme l'ayant abandonné en 1994, c'est sa fille qui jouait le rôle de « première dame » et elle était là à titre protocolaire sans qu'il n'y ait eu ensuite de lien plus étroit avec le président du Venezuela. » Visiblement l'homme souhaitait s'en tenir à la version officielle. « Parlons alors des liens entre Montesinos et Chavez ? »

Nous arrivions à la Plaza Castillo et dans la cohue des taxis et des bus, le chauffeur me retourna une question : « Vous êtes journaliste ? » Ma réponse ayant témoigné de ma passion pour le Pérou populaire l'homme se dérida et sur un ton plus sincère me précisa : « En l'an 2000 le responsable des services secrets vénézuéliens était issu de nos propres services secrets, le SIN, car Chavez ne savait trop de quel côté se tourner pour avoir un homme de confiance, tout son pays étant tellement à la solde des USA. Voilà pourquoi Montesinos pensa, après quelques modifications de chirurgie esthétique, se fondre dans ce pays ami... mais c'est bien la police de Chavez qui permit son arrestation ? »

Comme si le Pérou n'était pas de son côté à la solde des USA : les papiers déclassés de la CIA permirent de découvrir comment Montesinos fut l'homme de la CIA, pour chasser les militaires progressistes du pouvoir ! Le clan Fujimori-Montesinos pensa, à partir de 1995, qu'il pouvait s'émanciper de la tutelle nord-américaine.

Nous approchions de notre destination et le moustachu décida de conclure notre conversation par l'évocation d'un autre paradoxe péruvien : « Ecoutez, laissez l'épisode de la photo et plongez vous plutôt dans l'entretien avec Alvaro Vargas Llosa qui vient d'être publié par le journal (je l'ai lu et je vous le donne). Vous aurez la confirmation que vous entrez dans un pays peu orthodoxe ! »

Une fois installé dans la chambre d'hôtel, j'ai décidé de ressortir pour aller m'asseoir sur les bancs de la Place d'Armes avec l'exemplaire du jour de la **Republica** afin de m'imprégner des dernières nouvelles. Et en effet, comme j'en avais vaguement entendu parler, je découvre le paradoxe : la famille Vargas Llosa confirme qu'elle va voter pour Humala et contre Fujimori.

Cette déclaration aura, sur les électeurs, moins d'impact que la photo, et Alvaro le reconnaît. Elle pose cependant des questions plus fondamentales, plus sérieuses. Déjà en 1990 Vargas Llosa, le candidat malheureux face à Fujimori, avait été sidéré : lui le défenseur inconditionnel du néolibéralisme made in USA découvrait que son adversaire était aidé par la CIA ! Est-ce une rancœur tenace qui pousse à présent les Vargas Llosa vers un homme qui représente tout le contraire de leur philosophie ? Je ne le crois pas car Mario continue sa croisade contre la gauche. Son soutien à l'actuel président chilien très à droite en est un témoignage. Cependant, dans son combat pour les valeurs libérales, Mario a toujours inclus un combat contre les dictatures de droite, et dès 1990 il avait effectivement pointé du doigt les futures dérives fujimoristes. Pour la CIA ces dictatures de droite ne sont pas un problème tant

qu'elles assurent un contrôle du pays. Pour Alvaro, l'entretien le confirme, c'est un drame.

« C'est la candidate de l'establishment qui a été une partie du fujimontesinismo, qui ne s'est pas réformé et n'a pas rompu avec le passé au cours des dix années de démocratie. Au cours des années 90 la seule façon de faire des affaires c'était de passer par le SIN. Ce fut la forme la plus perverse de l'étatisme ! »

Cette analyse n'est pas un propos excessif d'Alvaro Vargas Llosa mais le reflet d'une réalité qui repose la question des liens entre la Mafia et le pouvoir péruvien. C'est quand les USA décidèrent que ces liens devenaient trop dangereux pour eux, que le régime fujimontesinos tomba par le seul fait d'une cassette vidéo (les vladividéos) transmise à une chaîne de télé ! Pour tenir le pays, Montesinos faisait filmer en cachette sur des cassettes les scènes de corruption. Un jour, une de ces cassettes est sortie au grand jour....

Le cas péruvien démontre que la mafia génère une destruction du capitalisme, et n'en est pas, comme le pensent certains, sa forme achevée. Vargas Llosa a pu analyser de près cette contradiction comme il a pu en analyser des tas d'autres qui font de son pays un laboratoire sans équivalent.

Alvaro précise pour défendre Humala et le modèle brésilien auquel il se rattache à présent :

« Humala peut obtenir le meilleur du modèle brésilien en incorporant beaucoup de personnes des couches moyennes dans sa politique, se préservant ainsi des radicalismes et marginalisant les formes antidémocratiques qu'il pourrait susciter. Le fujimontesinismo garantit exactement le contraire : une radicalisation de l'opposition voyant arriver au pouvoir une mafia autoritaire. »

Quand on sait que le Paraguay voisin risque de faire élire un mafieux à la place de l'actuel président de gauche, le vote du 5 juin devient aussi emblématique que celui du Chili où un grand patron milliardaire a pu prendre les commandes.

Avant de partir me coucher j'ai eu le plaisir de découvrir que j'arrivais à Lima au moment où on fête par un spectacle inouï à l'auditorium du Musée de la Nation, le centenaire de la mort de Jose Maria Arguedas. Vraiment je tombe à pic. 20-05-2011
J-P D

21 mai 2011

Lima suite (3)

J'aurai aimé rencontrer la nouvelle maire de la ville, **Susana Villarán**, dont, depuis son élection, la gestion est critiquée de tous côtés. Faut-il une « zone rose » dans la ville pour y concentrer la prostitution comme elle le souhaite ? Son refus catégorique des OGM est-il tenable aux Amériques ? Elle indique : « Les produits OGM nous empêcheraient de profiter des avantages que la nature et sa megabiodiversité nous offrent dans notre pays. Notre agriculture « organique », à la source de notre gastronomie serait sévèrement affectée par les OMG. »

Une telle rencontre suppose des relations, une carte de presse ou je ne sais quoi. Donc je me contente de capter la vie quotidienne et après la photo Keiko-Chavez la réplique ne s'est pas faite attendre : des extraits d'un entretien entre Humala et une diplomate vénézuélienne ont été publiés sur **El Comercio** ! L'entretien ne révèle aucune collusion, pas plus que les mains de Keiko sur les hanches de Hugo, mais la bataille politique est là présente.

Et puis, il y a ce rendez-vous unique avec **Arguedas** et dès ce matin j'ai filé au **Museo de la Nación** pour avoir des places et merveille des merveilles, demain dimanche à 11 h 30, je vais découvrir "**La agonía de Rasu Ñiti**", un ballet à partir d'une nouvelle de l'écrivain publiée en 1962. J'avais dit partir en abandonnant Cladel mais, en fait on ne part jamais, on emporte toujours avec soi ses propres obsessions, et il se trouve que José María Arguedas est un cladélien international. Plutôt que de le démontrer, je vais m'en tenir à ce que j'apprends ici, car, à rester soi-même en voyage, l'expérience est tout de même largement formatrice, d'autant que j'ai emporté tout Arguedas dans mes bagages.

Rasu Ñiti, je l'ai lu dans une édition de poche de 1988 publiée à Madrid et si j'osais j'en donnerais une traduction vu qu'elle ne fait que dix pages.

Mais gardons ce rêve pour plus tard. Pour le moment je sais que le spectacle sera l'œuvre du ballet national du Pérou et que l'orchestre accompagnera en direct les artistes sous la direction de Fernando Valcárcel. Que du plaisir en perspectives !

Il y a bien longtemps j'ai raté dans ce beau **Museo** une expo du peintre équatorien **Guyasamin** et je m'en suis voulu. Comme excuse j'ai le fait que, se situant loin du centre de la vieille ville, il faut un effort particulier pour y aller... sauf bien sûr à louer un hôtel dans le secteur, celui de la moderne Lima du nom de **Miraflores**.

Aller de la Place d'armes jusqu'à Javier Prado peut se faire en bus pris dans la zone devant l'ancienne université côté avenue Abancay, ou en taxi nettement plus cher. L'axe est alors **el paseo de la Republica** qui nous rapproche de la mer, et juste avant l'avenue Benavides, il faut descendre pour aller au Musée. A présent je suis plus familiarisé avec le franchissement de telles « frontières ».

En Amérique latine le fait est toujours surprenant dans les capitales : le passé y fait totalement contraste avec le « moderne ». D'un côté les rues de l'hispano-amérique et de l'autre les avenues de l'amérique-amérique avec banques, gratte-ciels, hôtels made in USA, bref des **Miraflores** identiques du sud au nord.

Et l'élection présidentielle de 2011 reflète ce contraste : le Pérou ancien de Humala contre le Pérou moderne de Keiko. Ce Pérou moderne a forcément le soutien de forces populaires qui bénéficient des retombées : gardiens de banque, serveurs des Mac Do, employés d'hôtel etc. Une couche pas plus riche que les autres déshérités mais qui a la sensation de toucher du doigt « le monde exclusif » où par un bel hasard il espère accéder.

Le monde des vieilles villes est plus proche du monde des bidonvilles qui constituent d'autres villes dans la ville. Là réside les soutiens essentiels d'Humala, des soutiens qui font peur à la classe moyenne car ce peuple en quête de dignité est présenté souvent comme un ogre désireux d'avalir les privilèges. Toute division de la société plaçant le peuple face aux élites s'appelle du populisme (de droite ou de gauche suivant les intentions visées). La seule division réelle place le peuple soumis face au peuple révolté, une révolte qui n'a jamais été « naturellement » le fait de la misère.

Pour le centre-ville, en France nous avons eu un temps cette tendance : des centres en décrépitude loués à des marchands de sommeil. Mais l'installation en périphérie du commerce populaire, les choix touristiques, ont incité les autorités à installer dans des rues piétonnes le commerce de luxe, des banques et, de rénovations en rénovations, les centres ont pu allier l'ancien (pour la façade) et le moderne (pour

l'intérieur). L'architecture témoignera toujours de choix politiques et sociaux. 21-05-2011 J-P Damaggio

23 mai 2011

Humala, une nouvelle défaite ? (5)

Finalement le grand débat télévisé entre les deux candidats aura bien lieu. Il se déroulera à 9 h du soir dans un hôtel, en quatre temps : politique institutionnelle, politique internationale, économie, social, puis message final. Sur chaque point un exposé de 3 minutes, une question d'une minute et la réponse d'une minute. Donc dix minutes par sujet pour les deux candidats soit au total quarante minutes plus le message final soit environ une heure entière. Pour la première fois j'ai la sensation qu'Humala va vers une nouvelle défaite. Dans El Comercio, un entretien aux questions sans complaisance vient de donner la parole à Keiko, Humala ayant refusé cet exercice. La candidate de droite est à l'offensive face à un candidat de gauche qui tente d'ajuster ses propositions à l'électorat qui lui manque. La gauche, ici comme partout, n'est pas ferme sur ses positions. Elle annonce une Constituante qu'elle abandonne de crainte de faire peur. Keiko porte la lourde charge de son nom mais elle a su jouer double jeu : dans son camp c'est plus facile. L'électorat demande à la gauche plus de droiture. A l'heure de la montée des mafias, l'honnêteté fait ridicule ! Et puis cette sensation de la défaite, je la tiens de la relecture de cet article que j'avais écrit en 2006 et que je publie tel quel car en fait nous sommes dans la même situation.

Article de 2006 :

A Piura, dans le nord du Pérou, en ce 6-06-2006, les discussions dans la rue tournent autour d'une grève annoncée des élus du secteur de Huancabamba, la partie montagneuse de la région. Les travaux devant goudronner le tronçon de route entre Canchaque et Buenos Aires (pas celui d'Argentine) sont pour la cinquième fois reportés. La décision, tombée juste après le vote, ne fera pas les titres de la presse, une presse qui dans l'ensemble préfère se réjouir de la victoire de leur candidat Alan Garcia.

Le candidat largement en tête au premier tour, Ollanta Humala, est largement battu au second en faisant cependant des résultats spectaculaires dans 14 régions sur 24. Il est battu par l'électorat de Lima, Trujillo et Piura qui représente 47% de l'électorat total du pays. Il est battu par une union sans faille entre la droite et les bastions classiques de l'APRA, le vieux parti d'Alan Garcia qui a obtenu le soutien d'un de ses adversaires les plus durs, Mario Vargas Llosa. Cependant, avec 45 élus au Congrès, Ollanta Humala va pouvoir s'activer concrètement et se préparer de manière plus solide et plus claire pour les futures échéances.

Le second tour a été transformé par la presse en vote contre Chavez. La moindre déclaration du président vénézuélien a été martelée comme atteinte à la souveraineté nationale et Ollanta Humala avait beau rappeler que la colonisation actuelle du pays était plus le fruit des politiques néo-libérales chères à Alan Garcia, qu'aux déclarations sans doute trop tapageuses de son soutien numéro 1, il eut du mal à contourner cet ultime piège des médias. D'autant que Montesinos, de sa

prison, a volé au secours du même Alan Garcia, au moment où les autorités chiliennes libéraient Fujimori !

Dans un second tour qui aurait opposé Lourdes Flores, la candidate affichée de l'oligarchie, et Ollanta Humala, ce dernier aurait gagné. Mais, Alan Garcia ayant supplanté Lourdes Flores d'un cheveu, il a pu rogner sur une partie du vote de gauche et reprendre la direction de son pays, un pays plus divisé que jamais entre la montagne et la côte.

La leçon servira-t-elle la gauche latino-américaine ? Humala, par la nouveauté de sa présence, par les inquiétudes que soulevaient son parcours, laissait planer un doute sur la nature vraiment de gauche de son nationalisme. Des années dans l'opposition lui seront peut-être plus bénéfiques qu'une élection surprise qu'il risquait de mal gérer.

Pour les leçons à tirer de l'épreuve, Hugo Chavez serait peut-être le plus concerné. Même si le scrutin ne s'est pas joué sur ses interventions (« si Alan Garcia est élu, le Venezuela rompra ses relations avec le Pérou » a-t-il osé dire), elles contribuèrent à brouiller les cartes et à détourner l'attention des situations concrètes.

Pour comprendre l'importance de la question péruvienne aux yeux de Chavez, il faut se souvenir qu'en 1974, à Lima, le jeune militaire vénézuélien tomba en admiration devant le président d'alors, Velasco Alvarado, qui lui confia une de ses erreurs : ne pas avoir su susciter, autour de son gouvernement, l'enthousiasme populaire, leçon qui marqua définitivement le jeune Hugo. Sauf que le Pérou ne peut pas être bolivarien... Dans un tableau de livre d'école, en 14 points qui compare San Martin et Bolivar, San Martin est le héros parfait et Bolivar le héros douteux. Simple exemple : « San Martin est simple, sincère, discipliné en tout. Bolivar est arrogant, vaniteux, exhibitionniste et aime le faste ».

Je m'éloigne, sans doute à tort, des problèmes de la route Canchaque Buenos-Aires, cette route où les habitants voudraient pouvoir faire circuler aisément leurs riches productions : le riz, la canne à sucre, le café, le maïs, les moutons, les citrons. Une route merveilleuse où, pour le moment, les camions circulent à 10 km à l'heure pour arriver à Huancabamba où les attendent les chamans et leurs lagunes miraculeuses. Pour aujourd'hui, ce sont plus exactement des gens en colère qui occupent les rues car l'eau, en guise de miracle, n'arrive plus dans la ville. Des tuyaux ont été détruits et pendant 5 jours elle s'est faite rare !

Certains penseront que pour préserver ce paradis, il faudrait lui éviter le goudron, or, pour le moment, à cause en partie du manque de communications, l'exil conduit les habitants de cette infinie verdure, vers le désert de Piura ! Des ONG allemandes ont installé des panneaux solaires pour faire fonctionner le téléphone mais tout ça ne suffit pas pour assurer une vie digne des temps présents.

Alan Garcia va-t-il concevoir enfin un projet de développement qui réussisse à inverser la tendance lourde qui porte les habitants vers la côte où des tonnes de problèmes se concentrent ? C'est impossible car les critères de rentabilité qui fonctionnent sur les bases du FMI et qui sont les siens, ont une vision sommaire des territoires : « Vive les plaines et mort aux montagnes ». Le mouvement social, les forces d'Humala qui viennent des montagnes devront sans doute approfondir leurs objectifs pour imposer un Pérou plus humain, plus juste et donc débarrassé des autorités qui le conduisent à l'asphyxie. Le résultat électoral indique que ce projet peut susciter beaucoup d'adhésions. Ne pouvant sortir des urnes, il a de l'avenir

dans des luttes que parfois les Péruviens conduisent à la victoire. Des luttes qui devraient se pencher sur l'état de leur télévision et de leur presse.

En 2006 Humala a créé la surprise et a foncé droit. Aujourd'hui il manœuvre et je crains qu'il n'arrive pas à but.

23-05 2011 Jean-Paul Damaggio

24 mai 2011

Le Pérou face à la contraception et l'avortement (6)

Toute campagne électorale aux Amériques a en toile de fond des polémiques sur la contraception et l'avortement. J'essaie de suivre ce dossier depuis des années en conséquence rien de surprenant si le sondage d'aujourd'hui sur la pilule du lendemain et que lance La Republica me pousse à faire le point.

La pilule du lendemain

Courant avril 2011, le journaliste Renato Arregui s'est félicité dans la Republica, de la décision des autorités sanitaires des USA autorisant enfin la vente libre de la pilule du lendemain. « Voilà une décision qui va définitivement détruire l'argumentation de fondamentalistes locaux. » écrit-il. Il est optimiste ! Après la chute de Fujimori et l'élection de Toledo, ce dernier autorisa la dite vente... sans la moindre mise en pratique. Avec l'actuel président Alan Garcia des tentatives nombreuses du ministère de la santé ont été prises pour assurer cette vente libre et gratuite. La fille du président semble avoir joué un grand rôle pour permettre l'accès à ce moyen contraceptif. Mais à chaque fois l'Eglise a levé les bras au ciel, Monseigneur Cipriani étant en tête de cette croisade.

Pour ceux qui l'auraient oubliée la contraception « style Fujimori », ce furent des milliers de stérilisations forcées de femmes du peuple sous la direction d'un médecin fujimontesiniste : Alejandro Aguinaga.

Quel reproche faire à la pilule du lendemain ? Les plus francs le reconnaissent : c'est une pilule « avortive » et de ce fait elle porte atteinte à la vie. D'autres (ou les mêmes) alignent les prétextes de santé publique : cette pilule est inefficace et a l'effet inverse, elle suscite des grossesses non désirées. De plus, comme la plupart des médicaments elle est très mauvaise pour la santé. Aussi, après une décision gouvernementale du 22 octobre 2009 autorisant la distribution gratuite de la pilule, le Tribunal constitutionnel a volé au secours des fondamentalistes : la mesure est contraire à la Constitution ! Toutes les organisations de santé sont montées au créneau pour rappeler que cette pilule n'est pas « avortive » mais en vain.

Pour saisir l'argumentation voici une déclaration de Juan Luis Cipriani, l'archevêque de Lima « grand défenseur de la vie » : « Une personne qui se propose de distribuer des pastilles afin de tuer les embryons ne doit pas être ministre de la santé. Il doit rentrer chez lui. »

Óscar Ugarte, le ministre en question a répondu qu'il s'appuyait sur des données scientifiques pour refuser l'accusation de meurtre d'embryons !

L'avortement

Sur le point précédent les candidats sont restés de marbre par contre l'avortement thérapeutique a fait quelque peu polémique. Au cours du premier tour Keiko

Fujimori a rappelé qu'elle était favorable à cet avortement qui intervient quand la vie de la femme est en danger.

Humala a préféré rappeler qu'il était père de famille de trois enfants et que l'avortement était une atteinte à la vie. Depuis le mois d'avril il a jugé bon de revoir sa position et se découvre subitement favorablement à la dépénalisation de l'avortement thérapeutique !

Or au Pérou comme dans plusieurs pays des Amériques cet avortement est légal depuis 1924 (article 119 du code pénal) mais ce droit n'a jamais trouvé de lieux pour être exercé. La question n'est donc pas la dépénalisation mais la mise au point d'un protocole national avec les médecins pour le passage à la réalisation. Au Nicaragua la « gauche » a même imposé un recul sur ce point en faisant voter une loi déclarant tout avortement criminel. Les avortements clandestins sont sans doute une partie de plaisir... Quant aux riches ils ont les bonnes adresses !

Cette évolution d'Humala, qui confirme son appui au développement des moyens contraceptifs et à l'éducation sexuelle, apparaît tellement électoraliste qu'elle n'a suscité aucune réaction des « fondamentalistes ». Pour être plus clair et plus convaincant, il lui aurait suffi de dire qu'une telle politique devait échapper au contrôle de l'église mais là, nous aurions entendu les réactions les plus vives. Sa campagne électorale avec le chapelet à la main et la médiatisation d'une visite à l'inusable Monseigneur Cipriani nous rappelle qu'au Pérou autant qu'au Brésil, la gauche se refuse à faire évoluer le pays, à prendre en compte les luttes constantes, diverses et courageuses de milliers de femmes.

Il existe des personnes plus courageuses comme l'ancien procureur qui est devenu député du camp de Toledo, **Ronald Gamarra** et qui ose déclarer clairement :

« En accord avec les droits accordés par les traités internationaux des Nations unies, les femmes doivent avoir accès à un droit à l'avortement légal et sûr. Il s'agit d'un thème de santé publique, lié aussi au viol et à l'inceste. »

Bien sûr, on va me reprocher une fois de plus de critiquer un candidat de gauche, juste au moment où il a besoin de l'appui de tous pour éviter une infamie au Pérou. Si j'étais Péruvien je voterais sans hésiter pour Humala mais en gardant le droit à la lucidité.

24 mai 2011 Jean-Paul Damaggio

25 mai 2011

Visite à la bibliothèque de Lima (7)

Chaque matin je me répète la même chose : « Je vais devoir finir par m'incliner ! » Comme indiqué j'ai souhaité m'installer dans la vieille ville de Lima, pour mon séjour de dix jours, face au couvent San Francisco dans un hostel du même nom. Ce n'est pas pour le prix modeste (6 euros la nuit) mais pour être près de la Place d'Armes qui reste le lieu de référence de toute ville péruvienne. Oui mais voilà, je vais devoir m'incliner et m'installer dans les villes neuves : pour le spectacle au Musée de la Nation j'ai dû partir pour Miraflores, pour mettre mes pas dans ceux du jeune Vargas Llosa, même destination et aujourd'hui en allant à la bibliothèque qui se trouve à deux pas, juste après le Palais du Congrès et le Musée de l'Inquisition, j'ai

appris que c'est à San Borja, toujours dans la ville moderne, qu'elle a été déplacée depuis 2006.

Par bonheur, le bâtiment ancien de la bibliothèque centrale du Pérou (BCP) a été dédiée à une autre bibliothèque, la bibliothèque publique de la ville de Lima.

La dite nouvelle BCP est d'ailleurs fermée pour une raison qui fait peine à entendre ! Les autorités viennent de se rendre compte que des richesses ont été volées, comme un incunable d'Erasmus de Rotterdam publié en Paris en 1524 et des manuscrits de mon cher José María Arguedas ! Dans toute bibliothèque le risque de vol est permanent mais pas à ce point et pas dans un lieu totalement moderne qui aurait dû être doté dès le départ des conditions de sécurité inévitables ! Cette bibliothèque avait bénéficié en 2007 d'un retour de 3 788 livres que le Chili avait pris au cours de la fameuse guerre qui opposa les deux pays. Un trésor également en danger ? L'actuel directeur Ramón Mujica, a donc décidé de revoir l'inventaire pendant 90 jours de fermeture. Des disparitions impossibles à s'attribuer aux lecteurs, car ils sont triés sur le volet. Peut-être irai-je tout de même voir le bâtiment puisque une parti reste accessible à tous, celle d'une exposition pour le centenaire de la découverte du Machu Picchu par l'explorateur étasunien Hiram Bingham.

Bref, pour aujourd'hui, bien content de me retrouver dans cette bibliothèque maintenue du centre ville, au patio colonial classique et datant de 1568, quand les jésuites fondèrent en ce lieu un Collège. Peu après, en 1584, que les Jésuites donnent asile à l'Italien Antonio Ricardo qui a introduit l'imprimerie au Pérou. Mais bon je ne suis pas là pour vous faire l'histoire du bâtiment, mais pour faire partager une lecture de Mariategui, José Carlos. Cet homme me suit dans mes études péruviennes depuis des décennies. Un marxiste très original. J'ai choisi de faire photocopier quelques pages de « El libro, problema básico de la cultura peruana » publié en 1946 dans le cadre d'une revue de la bibliothèque du Pérou.

Vous l'avez deviné, je ne suis passé le lire devant la piscine de l'hôtel, mais sur les marches du Palais du Congrès. Cet article (repris d'une publication de 1925) est un article politique qui concerne justement la bibliothèque national que l'écrivain ne trouve pas à la hauteur de ses ambitions et fonctions. Dès que je peux vous en dit davantage.

Pour le moment l'heure est celle du restaurant et ensuite, en restant dans le quartier je veux passer un moment en ce lieu étrange appelé Musée de l'Inquisition. Quant aux élections... il y a une vie après la politique.

26-05-2011 J-P Damaggio

26 mai 2011

L'Espagne en miettes

Vu du Pérou il n'y a rien à comprendre à la situation espagnole : un peuple est en révolte et la gauche est au tapis. Vu de France peut-être faut-il imaginer une contagion qui, là, mettra la droite K.O. ? En attendant voici une analyse.

Au-delà du constat évident suite aux élections dans les municipalités et la majorité des autonomies espagnoles – défaite historique des socialistes et victoire de la droite – nous pouvons signaler quelques autres phénomènes utiles à prendre en compte.

Et Izquierda Unida

Pourquoi la défaite cuisante du PSOE a-t-il si peu bénéficié au seul parti sur sa gauche : Izquierda unida ? Caylo Lara, le dirigeant de ce parti, peut, bien sûr, se réjouir puisque sa formation est passée, dans des élections équivalentes, de 5,48 à 6,31%. Je ne vais pas lui rappeler que 5,48% était le plus mauvais score de son histoire et qu'au cours de la précédente défaite historique du PSOE en 1995 le score était monté jusqu'à 11,6%.

Pour cette mouvance en Europe, où elle continue de jouer un rôle, la question cruciale est surtout stratégique et le cas de l'Estrémadure va devenir emblématique. PSOE 30 députés ; PP 32 députés, IU : 3 députés. IU tient dans sa main le résultat de l'élection du président de la région. Au premier abord tout observateur pense qu'IU va sauver le PSOE. Mais le débat est très vif dans l'organisation car c'est une région que le PSOE dirige depuis 30 ans de manière opaque et des militants ne veulent pas voler au secours d'un dirigeant aux abois. Donc le doute plane sans doute pour obtenir les concessions les plus grandes mais le PSOE n'est pas du tout décidé à des concessions. Dans tous les cas la division interne à IU (union ou pas avec un PSOE qui a confirmé son refus de se tourner vers la gauche) donne peu d'élan à l'organisation.

Et le PP en miettes ?

La victoire de la droite peut, de loin, faire oublier les divisions internes à ce parti. La plus marquante s'est produite dans les Asturies où un dissident du PP est resté largement en tête. Mais il en existe une autre plus insidieuse en Catalogne, à Badalona. Elle a nom : Garcia Abiol. Il existe dans cette région un parti qui, avec le thème anti-burka, a fait un bon en avant, **Plateforme pour la Catalogne** (le parti d'Anglade). Il se retrouve avec 47 conseillers dans le secteur de Barcelone. Xavier Garcia Albiol est lui membre du PP mais a fait campagne sur le même thème à Badalona, la troisième ville catalane en nombre d'habitants. Contre toute attente ce candidat est en mesure de prendre la mairie ! Il a conduit une campagne raciste en établissant une égalité entre insécurité et présence de l'immigration. La direction nationale du PP refuse son discours raciste mais c'est là une division interne qui va s'accroître.

Les très bons résultats du maire PSOE de Lérida, le premier en Espagne à avoir interdit la burka dans les lieux publics, donne également à réfléchir.

Le parti de Rosa Díez

Le PP connaît également une rupture avec le centre. Rosa Díez députée et porte-parole de l'UPD est une des personnes à pouvoir se réjouir le plus des résultats de la dernière élection. En passant de 3 élus à 163 elle inscrit son parti dans le paysage politique national. Tout comme IU elle va se battre pour modifier la loi électorale qui marginalise les petites formations. Elle se dit que l'ascension éventuelle au pouvoir du PP ne pouvant qu'user ce parti qui n'a pas la moindre proposition, elle retrouvera assez vite les déçus de ce parti.

Et au Pays basque ?

Une nouvelle gauche défie l'histoire classique de la région et confirme par son succès, malgré sa dénonciation sans concession du terrorisme de l'ETA, organisation qui semble totalement marginalisée, que la paix peut enfin s'installer en Espagne. La

paix mais pas l'union car, tout comme en Catalogne où des forces demandent la marginalisation du drapeau espagnol, l'espoir indépendantiste avance sans bruit.

Le vote blanc ou nul

Avec près de 5% de votes blancs ou nuls il s'agit là d'une autre partie des miettes du pays. Contrairement à la France la participation électorale reste forte (64%) mais le vote de rejet de la classe politique a été multiplié par quatre par rapport à l'élection précédente.

Les grands partis déconsidérés qui donnent des ailes aux dissidents, à d'autres partis nationaux ou régionaux, les tenants du pouvoir en perdition sans que l'adversaire n'ait rien de génial à proposer, l'élection manifeste donc l'ampleur de la crise politique en lien bien sur avec la crise sociale et économique. Cependant un phénomène étonne les observateurs, les candidats poursuivis pour corruption ne sont pas sanctionnés par les votants ! Phénomène qui n'est pas seulement espagnol et qui mériterait plus d'études approfondies. Les cas de corruption sont légions, ils font l'objet de dossiers dans la presse, d'un film sur Canal+ et laissent insensibles l'électorat pour les raisons suivantes d'après un article du journal ***El Pais*** :

- c'est à la justice de trancher non à l'électeur
- de toute façon sur ce point, ils sont tous pareils
- les corrompus ne sont souvent dénoncés que par plus corrompus qu'eux
- les délits de corruption sont seulement des règlements de comptes
- un corrompu peut être un bon gestionnaire
- les victimes de la presse sont seulement de victimes de complots
- un corrompu ne fait souvent que ce que chacun pense faire...

Bref, alors que la corruption est le cancer de la démocratie, les électeurs n'en font pas une question clef au moment où ils se déterminent. Ils préfèrent braquer leur regard sur le chômage etc.

Ce détour par l'élection espagnole peut-il faire l'impasse sur le mouvement de la Puerta del sol ? A moins que ce mouvement n'ait quelque goût pour les impasses...

Peut-être aurais-je le plaisir de revenir sur ce sujet. 26-05-2011 Jean-Paul Damaggio

26 mai 2011

Vive La Lima populaire (8)

Enfin hier en lisant le journal, j'ai été poussé vers **Carabayllo**, une des premières bidonvilles de Lima qui est devenue une ville à part entière. Par rapport au nouveaux « Pueblos Jovenes » Carabayllo a toutes les infrastructures nécessaires : écoles, stades, marché, mairie etc. Les rues sont goudronnées et c'est par l'axe de l'avenue Túpac Amaru qu'on accède au centre ville grâce à une vague incessante de bus brinquebalants. Côté Lima historique, le rendez-vous pour se rendre sur les lieux, est la Place du 2 mai.

Là, dans le bus, pas question d'attendre un beau panneau indiquant « Carabayllo » ; il faut suivre le nombre de kilomètres. A 8,5 on est à Comas. De toute façon, pour les ignorants, il suffit de demander aux habitués qui se font un plaisir de dire où il faut descendre. Les ponts au-dessus de la route sont également une indication.

J'ai fait le déplacement car sous l'impulsion du maire Rafael Álvarez il a été décidé que les enfants feraient la ronde la plus grande du monde pour l'inscrire dans le livre

des records « Guinness ». Le rendez-vous est au stade **Ricardo Palma** du nom d'un personnage que j'aime bien.

La foule est bien sûr au rendez-vous : autour des enfants tout le monde aime se rassembler. C'est un peu le bazar pour arriver à la fameuse ronde. Des tas de vendeurs d'aliments aussi divers que variés mettaient à la disposition de chacun de quoi manger et de quoi boire.

Je n'ai pas attendu la fin de la festivité pour passer un moment au marché et rentrer par le bus. Dans ce coin, les habitants vont plus souvent à l'aéroport qu'au centre ville ! Les uns ont des parents aux USA, d'autres en Espagne ou en France. Les taxis sont souvent des véhicules en fin de course dont les chauffeurs tentent autant à rendre service qu'à se rémunérer. Ils circulent toujours de manière illégale car qui viendrait ici leur demander des papiers. Aussi, quand ils doivent partir vers l'aéroport ils flippent un peu...

Je n'ai pas cherché à écouter les conversations mais franchement j'ai eu la sensation que l'élection n'est pas la première préoccupation. Dans ce quartier, globalement, les gens sont pour Humala mais ils souhaitent surtout avoir de quoi vivre !

Je suis revenu au centre ville et aujourd'hui je n'ai pas regretté d'avoir retenu ce point de chute. Par nostalgie je suis passé à la gare située juste à côté du Palais du gouvernement. Et là, surprise inouïe, surprise totale, surprise grandiose. A présent ne partez à Lima qu'après avoir vérifié si, à la gare, un train touristique est prévu. Un voyage est prévu pour le samedi 28 mai à 7 h du matin, rendez-vous pour 350 soles à la gare des **Desamparados** pour aller jusqu'à Huancayo. Retour le 30 à 7 h du soir juste assez tôt pour aller prendre l'avion du retour (en espérant qu'il n'y ait pas de retard mais l'avion c'est tout de même le lendemain à 17 h). Cette voie ferrée la plus haute du monde permet un contact inouïe avec la nature avec « los rios profundos » chers à Arguedas même si ses Andes personnelles étaient plus au sud. Mais bon je ne vais pas vous raconter le voyage avant l'heure.

Pour ne pas oublier les élections je note que mon quotidien favori publie un appel en faveur d'Humala de TOUS les écrivains notoires du pays. Le premier est Alfredo Bryce Echenique et le suivant Vargas Llosa qui accepta sans doute de jouer les modestes. Je prends juste les noms des dix suivants : Miguel Gutiérrez Correa, Abelardo Oquendo Cueto, Rodolfo Hinostroza, Fernando Iwasaki, Daniel Alarcón, Santiago Roncagliolo, Diego Trelles Paz, Gabriela Wiener Bravo, Roger Santiváñez, Carlos López Degregori. Alfredo Pita est beaucoup plus loin dans la liste.

Dans le déchaînement des révélations qui se succèdent, des papiers déclassés de la CIA révèlent que Kadafi aida le MRTA, le groupe qui prit les otages de l'Ambassade du Japon. Certains en profitent pour rappeler que l'économiste Hernando de Soto, à présent avec Keiko, a longtemps travaillé dans une fondation de Kadafi. Les amitiés internationales jouent des tours étranges : Humala est copain avec le Brésil, Correa d'Equateur n'est pas copain avec le Brésil donc il soutient Keiko... Bref, les dessous des cartes... 26-05-2011 JPD

1 juin 2011

Pérou, le retour (10)



Comme promis voici mon dernier message lié au Pérou (avant le final attendu pour lundi prochain).

Je ne peux éviter de rendre compte de luttes sociales qui ont d'ailleurs donné lieu en France, à un communiqué du Parti de Gauche. Partout dans le monde grèves, manifestations, pétitions, délégations font le quotidien de millions de gens mais les médias ne connaissent que ce qui est... médiatique ! Au Pérou depuis vingt jours il s'agit d'une révolte de paysans dans la région de Puno. Je ne suis jamais allé dans ce coin du pays pourtant incontournable pour les touristes depuis que voici, cent ans déjà, un étasunien y a découvert le Macchu Picchu.

La grève et la massive mobilisation concerne le refus d'une concession minière ! Dans cette région au chômage important des mines sont découvertes régulièrement mais les gens savent que l'emploi qui va avec est celui d'une exploitation féroce et d'un massacre de l'environnement. La révolte a débuté par de la casse et aussitôt beaucoup se sont demandés si elle n'avait pas des fins politiques en cette période de l'entre deux tours. L'électorat est manifestement acquis à Ollanta qui a appelé au calme car si le scrutin y est interdit pour cause d'insécurité, ça peut faire basculer le résultat final qui s'annonce tous les jours plus serré.

Keiko Fujimori n'ayant aucun appui ne peut fomenter aucune diversion. Donc chacun en est revenu à une simple réalité : depuis longtemps il existe une bataille larvée. Si elle a éclaté à présent, et si la police a répondu sévèrement, Alan Garcia le président est peut-être celui qui veut ainsi jouer la carte Fujimori !

Mais laissons là les combines pour en rester aux faits. Depuis des années dans les régions de Cajamarca, Cusco, Piura (il y a 11 projets en tout) des militants se lèvent pour protéger leur territoire au nom de valeur écologistes.

A Puno comme partout les médias ont besoin d'un nom pour symboliser la révolte : le président del Front de Défense de l'environnement de la zone sud de

Puno, **Walter Aduviri** (sur la photo). Les uns vont dire qu'il n'a que des ambitions politiques et les autres qu'il a compris l'enjeu des magouilles qui se concoctent à Lima. Il assure qu'il n'y aura pas d'élections dans la juridiction tant qu'il n'y aura pas un moratoire d'un an avant tout signature. Il n'est pas un paysan mais est devenu un enseignant de l'Université andine et est un opposant politique au maire actuel de Puno dans un parti local, Racines.

Je ne peux éviter non plus de rendre compte du débat télévisé électoral que tout le monde pensait décisif et qui se termina par un match nul, un match cependant très dur, très tendu. J'ai étudié à travers les pays et les âges cette focalisation sur le débat télé dans une brochure sur le **marketing politique de Kennedy à Obama**. Tout le monde sait que c'est avec Kennedy que débuta cet affrontement télé qui lui fit gagner l'élection. Comme tout produit étasunien il a gagné d'abord le reste des Amériques avant de s'imposer dans quelques pays d'Europe dont la France qui a une élection présidentielle facilement transposable sur un plateau télé.

J'ai suivi le débat dans le hall de l'hôtel de Huancayo ce qui m'a permis de suivre les réactions de téléspectateurs très partagés et très tendus. La présence d'une femme imposait une anomalie finale : allaient-ils se serrer la main à la fin ou se faire la bise ? Après une hésitation réciproque la bise est venue. En fait comme dans tout match de ce genre l'essentiel consiste à attaquer l'adversaire plus qu'à défendre sa politique. De mon point de vue, Ollanta a trop rappelé que Keiko est la fille de son père. Mais nous verrons bien les résultats électoraux.

Le chauffeur de taxi qui m'a ramené à l'aéroport donnait franchement Ollanta gagnant. « Si le Pérou recommence une ère Fujimori, m'a-t-il dit, le monde est alors prêt à plonger dans les bras de toutes les mafias. Le Paraguay va suivre, puis l'Argentine et le Mexique. »

Pendant mon séjour j'ai noté quelques infos mexicaines : le chef des Zetas, un des groupes les plus imposants du crime organisé, aurait été arrêté au Guatemala. Bon route.

1-06-2011 Jean-Paul Damaggio

6 juin 2011

Pérou : Victoire du poncho

Le symbolique d'une présidentielle

La victoire d'Humala au Pérou a plus valeur de symbole que de réalité vu que le nouveau président n'a pas la majorité au Congrès. Le symbole importe cependant beaucoup. L'élu, à figure indienne (comme Morales), est resté debout face aux diverses tempêtes et à l'avalanche d'infamies. Jusqu'au dernier moment, l'association patronale a déversé des messages en faveur de Keiko, le cardinal Juan Luis Cipriani a cessé d'être cardinal pour se faire propagandiste et dans un pays profondément catholique ça compte, l'essentiel des médias ont joué la carte Fujimori, autant de pouvoirs en guerre contre les ponchos. La victoire récente de la gauche à la mairie de Lima était cependant de bon augure et pouvait inciter Humala

à garder son calme, même si depuis son accession à la mairie Susana Villarán est fortement contestée.

Ceci étant, la surprise est venue de Vargas Llosa qui, en le soutenant fermement, a donné une autre image à Humala. Il a entraîné avec lui l'ancien président Toledo rejoignant enfin le chef du parti nationaliste. Humala avait besoin de cette couleur « classe moyenne » pour gagner les petits points indispensables à la victoire, tout en gardant le cap d'une stratégie populaire sans être populiste. Son premier discours de président confirme cette démarche sans grandiloquence mais proche du peuple. Depuis cinq ans, il a été un opposant sérieux au président en place et, avec Keiko Fujimori comme adversaire, il avait une tâche électoralement plus facile que face à un candidat centriste.

Quel gouvernement demain ?

Un Vargas Llosa (le père ou le fils) au ministère de la culture ? D'ici au 28 juillet, date de la prise de fonction, les tractations vont aller bon train entre les diverses forces qu'Humala a pu unir et c'est seulement à ce moment là que les observateurs découvriront jusqu'à quel point Humala souhaite une politique de gauche. Au premier tour, il avait promis une constituante (comme au Venezuela, en Equateur et en Bolivie) dont il abandonna le principe. Pour le moment, élu pour cinq ans (au Pérou la Constitution interdit deux mandats successifs pour le président), il va devoir organiser avec minutie sa stratégie. Entre ceux qui penchent pour un durcissement de la prison de Fujimori, et les adeptes d'un peu de clémence envers le champ adverse, le gouvernement va devoir équilibrer les tendances.

Quelle politique pour le Pérou ?

Si, suivant la formule consacrée nous vivons dans « un monde fini », au Pérou l'existence de onze projets miniers nouveaux dans divers domaines (or, argent, cuivre, fer...) incite à penser en un développement économique important. Avec cependant des luttes pour refuser les dégâts considérables produits par de tels chantiers. Le taux de croissance de 6% en moyenne ne bénéficiait pas au peuple donc une politique de redistribution est possible mais jusqu'à quel point ? Les pouvoirs économiques vont-ils fuir cette zone à risque ? Comme sur le plan politique, Humala a mis de l'eau dans son vin comme dans son programme économique, aussi, ses projets de nationalisation sont en veilleuse, donc les craintes les plus dures pourraient venir d'ailleurs. Il a profité de son premier discours de président pour rendre hommage à cinq militaires tués récemment dans une embuscade du crime organisé et il a alors indiqué : « D'ici j'annonce que nous ne laisserons pas en paix les forces terroristes ». Le Pérou vient de ravir à la Colombie le titre de premier producteur de cocaïne des Amériques. Le crime organisé peut-il déstabiliser le nouveau président ?

Le symbole final

Puisqu'aujourd'hui nous en sommes surtout à l'heure des symboles, je retiens celui-ci, porteur d'une contradiction qui nous rappelle que le Pérou est atypique aux Amériques.

L'écrivain **José María Arguedas**, défenseur de la culture des indiens, serait heureux de découvrir que pour le centième anniversaire de sa naissance, un indien accède enfin à la présidence de la république de son pays, mais comment expliquer

qu'au même moment, l'écrivain **Mario Vargas Llosa**, qui l'a traité d'utopiste archaïque dans un livre crucial, entre, comme chroniqueur, dans le journal de gauche **La Republica** ?

Pour les internautes c'est une chance, car ce journal étant accessible gratuitement, nous pouvons désormais lire sa chronique hebdomadaire (publiée aussi dans **El Pais**), donc celle de ce 5 juin historique au Pérou : **Napoléon, artista**. Non il ne s'agit pas de la découverte des mérites artistiques de notre Napoléon national, mais des qualités de peintre d'un chien, appelé **Napoléon** par son propriétaire Sergio Caballero, et capable de manier le pinceau. Les œuvres sont exposées à l'heure actuelle dans un lieu prestigieux de Barcelone, la librairie Mutt ! Pour un chien débutant, âgé de cinq ans, la vente de deux tableaux s'est tout de même faite à un bon prix : 3600 l'un et 6000 euros l'autre. Ainsi va notre millénaire !

6-06-2011 Jean-Paul Damaggio

3 août 2011

Pérou : Ollanta gouverne

Après le 28 juillet date de la fête nationale et de l'investiture des nouveaux présidents, le premier gouvernement Ollanta vient de se réunir hier. Les observateurs se sont penchés sur sa composition et comme partout dans le monde ils retiennent que l'homme clef est le ministre de l'économie et des finances (MEF ils disent), Luis Miguel Castilla, l'homme capable de calmer l'inquiétude des... investisseurs. Il était ministre du logement dans le gouvernement précédent d'où il a démissionné en prévision sans nul doute de sa future promotion.

Après, il faut citer l'équilibriste, le premier ministre Salomón Lerner dit Siomi, celui qui va devoir faire vivre ensemble une majorité de ministres venus de la gauche, à côté de Castilla et quelques centristes amis de l'ancien président Toledo.

Le MEF est en première ligne par la place centrale qu'il occupe pour la mise en œuvre de la plus importante promesse de campagne : la taxation des compagnies minières.

Déjà deux positions se distinguent : celle du ministre de l'énergie, Herrera Descalzi, plus énergique ; et celle de Castilla plus conciliatrice. Pour ce dernier la taxe en question ne peut être proposée qu'avec l'accord des dites compagnies, donc elle doit rester raisonnable.

Pourquoi leur accord est-il si important ? Les projets représentent 40 millions de dollars...

Il ne faut donc pas remettre en cause la compétitivité des futures installations par des taxes trop lourdes, les compagnies étant par ailleurs conscientes qu'elles doivent aider au développement social du pays. La taxe se justifie par les superprofits des compagnies vu l'augmentation des matières premières. C'est là un débat bien connu des Boliviens...

Le problème c'est qu'au Pérou les habitants, avant l'élection d'Ollanta, ne réclamaient pas plus de retombées des nouveaux projets industriels mais leur refus clair et net car ils apportent plus de dégâts qu'autre chose. La nouvelle configuration – les taxes devant servir à aider le peuple – peut-elle changer la donne ?

Les défis que doit affronter Ollanta sont multiples et ne concernent pas que le tarif du gaz pour les plus pauvres qui souffrent du froid de l'hiver péruvien et qui vivent dans les montagnes. Sans des mesures fortes l'émigration vers la côte va s'accroître et va déstabiliser toujours plus les villes qui s'y trouvent dont Lima la capitale où avant l'énergie, la question cruciale est celle de l'accès à l'eau potable pour des millions de personnes.

Celle dont le peuple attend beaucoup est Aída García Naranjo dite « Mocha », ministre de la femme et qui, tout en étant dirigeante du Parti socialiste, vient aussi de l'association Ciudadanos por el Cambio, groupe lié à l'autre association Transparencia qui, ensemble, apportent beaucoup de techniciens au gouvernement Ollanta.

Le premier ministre vient de l'association Transparencia (le site internet est fermé mais pas celui de Ciudadanos por el Cambio) qu'il présidait, association qui après la chute de Fujimori a eu en charge l'étude des dossiers troubles pour tenter « la vérité et la réconciliation ». D'autres ministres étaient liés à cette association : Rafael Roncagliolo le secrétaire général, Rudecindo Vega le secrétaire technique et Francisco Eguiguren le membre du directoire. Quant à Ricardo Giesecke il est le fils d'Alberto Giesecke, le fondateur avec son épouse Cecilia Israel, de la dite association (soit 5 ministres sur 18).

Ollanta a mis lui-même deux amis personnels aux postes clefs de la défense et de l'intérieur.

On constate donc que le gouvernement est beaucoup plus un gouvernement issu de la « société civile » (des intellectuels le plus souvent formés aux USA) que de la classe politique, ce qui n'a rien de surprenant vu le très faible réseau du parti du président. Il faudrait faire le lien avec la répartition des pouvoirs au sein des élus, à savoir au Congrès, pour comprendre comment vont s'articuler les rapports entre techniciens et représentants directs des citoyens. Le système Ollanta construit à partir des forces du pays ne peut en aucun cas suivre le modèle brésilien, équatorien, vénézuélien ou uruguayen. L'installation de la gauche dans les pays d'Amérique latine renforce plus qu'elle ne les réduit, les nationalismes. Même si les problèmes à affronter se ressemblent, même si les compromis avec les grands groupes industriels sont similaires, le poids des individualités dans l'élaboration des solutions donnent des tonalités spécifiques. Dossier à suivre.

3-08-2011 Jean-Paul Damaggio

4 octobre 2011

Susana Baca, ministre de la culture

Susana Baca née au Pérou-Lima, 1944 -
Chère Susana Baca

Te voici à présent ministre de la culture dans ton pays. Et pas plus tôt en poste, tu deviens l'objet d'une polémique. Ministre ou chanteuse, il te faudrait choisir !

Je n'oublie pas ce sympathique moment que fut notre rencontre à Montauban. Grâce à ton compatriote, Rosendo Li, et grâce aux autorités du théâtre, nous avons pu nous entretenir un moment avec toi. Je peux ainsi confirmer ce que tu dis aujourd'hui : quand tu chantes, c'est le Pérou qui chante, en conséquence entre ton travail de ministre et celui de chanteuse, il existe une belle parenté. D'autant plus que tu fais explicitement référence à une part originale de ton pays, celle des afro-péruviens. Pas surprenant si parmi tes premières décisions de ministre, tu viens de demander à ce qu'ils aient eux aussi une place dans la Constitution.

Avant même que tu ne le dises j'ai pensé au cas du Brésilien Gilberto Gil venue également chanter à Montauban alors qu'il était en même temps ministre de la culture de son pays. Bref, tes adversaires ne vont pas te faire de cadeaux.

C'est seulement à une femme qu'on demande si le mari n'est pas celui qui, en sous-main, prend les décisions. Ricardo Pereira, ton complice de toujours, un musicologue avec qui tu as tant travaillé serait ton directeur de conscience ? Comme si ton art n'était pas la preuve de ta propre originalité. Tu réponds à tes détracteurs : « Nous sommes des âmes jumelles. Je n'achète pas un vêtement sans lui demander son avis et il n'achète pas une cravate sans faire de même. Quand je prends une décision, je lui en parle et réciproquement. » Mais alors ne serais-tu pas dépendante de ton mari ? « En rien. Nous sommes ensemble depuis 25 ans et nous nous aimons ! »

Je peux confirmer qu'à Montauban, c'est bien toi qui a répondu à nos questions en montrant une conscience politique qui t'honore. En réalité le plus inquiétant ce n'est pas ta double casquette de chanteuse et de ministre, mais le futur comportement du ministre de l'économie. Va-t-il accepter de prendre en compte tes projets qui nécessitent bien sûr des moyens ? Quand on te demande comment tu penses obtenir du budget l'argent nécessaire tu réponds avec franchise : « Je ne sais pas. Je vais tenter de convaincre. »

Pour ta politique comme pour celle de tout le gouvernement personne ne peut savoir à l'avance ce qui va se produire. Le chanteur de salsa le plus populaire du Panama a aussi tenté d'apporter sa contribution à la politique de son pays. Sans grand résultat. Chacun fait ce qu'il peut et l'histoire tranchera.

3-10-2011 Jean-Paul Damaggio

Précision : Elle resta peu de temps à ce poste de ministre.